

TOYAMA

PROMESSES BRISÉES

Landscapes of Injustice

To be translated

Title: Broken Promises

Format: Digital

ISBN: 978-0-9950328-9-7

Publisher:

Nikkei National Museum & Cultural Centre

DE NOMBREUSES HISTOIRES, DE NOMBREUSES VOIX	2
Avant-propos	3
Introduction	4
Beaucoup d'histoires, beaucoup de voix : la consultation communautaire dans l'exposé <i>Promesses Brisées</i>	10
PROMESSES BRISÉES.....	14
La dépossession est l'histoire d'un peuple	16
Terre des promesses brisées	18
Chez-soi	20
Narrators: la vie avant la dépossession	22
L'ÉPOQUE DE L'INTERNEMENT	36
Une vieille histoire	38
Promesse de protection	42
LES BUREAUX DES PERTES	44
Qui a brisé la promesse ?	46
Vivre avec le pouvoir étatique	52
Protestation	56
HÉRITAGES DE LA DÉPOSSESSION	60
Récupération	62
Narrators: legacies	64
Héritages de la dépossession	78
L'HISTOIRE CONTINUE	90
Le Canada peut-il offrir un domicile juste pour tous ?	94

De **NOMBREUSES HISTOIRES,** de **NOMBREUSES VOIX**

Promesses brisées est organisée par le Nikkei National Museum et Musée royal de la Colombie-Britannique en partenariat avec **Landscapes of Injustice**.

Landscapes of Injustice est un projet de recherche dont le siège est à l'Université de Victoria, avec des collaborateurs dans l'ensemble du Canada. L'équipe comprend des chercheurs, des dirigeants communautaires, des aînés, des archivistes et des enseignants qui se consacrent à révéler l'histoire de la dépossession des Canadiens japonais. Chacun de nous hérite de ces histoires d'injustice ainsi que de la responsabilité de les raconter.



AVANT-PROPOS

Jordan Stanger-Ross, Directeur de Projet,
Landscapes of Injustice, Université de Victoria

En 1942, le gouvernement du Canada a déraciné et emprisonné toutes personnes d'origine japo-naise habitant la côte ouest de la Colombie-Britannique. L'année suivante, il a autorisé la vente de tout ce qu'ils ont été forcés d'abandonner. Par conséquent, quand l'ère d'internement du Canada s'est enfin terminée en 1949, les Canadiens japonais n'avaient plus de chez-soi où retourner. Leurs maisons, leurs fermes, leurs entreprises, leurs bateaux de pêche, leurs voitures, leurs animaux do-mestiques, leurs effets personnels – bref, tout ce qu'ils n'ont pas pu emporter avec eux – avaient disparu.

L'exposé *Promesses Brisées* est la pierre angulaire de Landscapes of Injustice, un projet visant à déterrer et à raconter l'histoire de la dépossession des Canadiens Japonais. Notre collectif de recherche est uni par la conviction que ce chapitre de notre histoire est toujours d'importance. La dépossession est une histoire sur la violation des droits de l'homme et des droits civils à une époque d'insécurité perçue, sur les mesures prises au nom de la sécurité nationale qui n'ont da-vantage sécurisé personne, sur le mal perdurant des déplacements de masse et de la perte de son chez-soi, et sur la résilience des personnes confrontées à l'injustice.

INTRODUCTION

Sherri Kajiwara, Directrice Conservatrice,
Nikkei National Museum, Co-Commissaire d'exposé

Leah Best, Gestion des Connaissances,
Royal BC Museum, Co-Commissaire d'exposé

Le projet Landscapes of Injustice (LOI) est une enquête approfondie de la dépossession forcée des Canadiens japonais coïncidant avec la participation du Canada à la Seconde Guerre mondiale. Tel que décrit par le projet : *C'était un moment symbolique dans l'histoire du Canada du 20e siècle : un principe fondamental de la société libérale-la propriété en fief simple- en collision avec l'idéologie raciale.* Quand les membres du collectif de recherche LOI ont creusé et analysé en détail les riches et abondantes trouvailles académiques, les éléments constitutifs de l'histoire ont émergé. Qu'est-ce qui a été pris et qu'est-ce qui a été perdu? Où tout cela a-t-il eu lieu? Qui étaient les principaux coupables? Quels héritages perdureront?

Cependant, pour réellement contextualiser tout cela, nous devons également comprendre la vie de cette communauté dès l'arrivée des premiers Japonais au Canada et les legs de cette histoire. Les Canadiens japonais avaient été citoyens de ce pays pour plus d'un demi-siècle au moment où

ces évènements se sont produits. La dispersion forcée de plus de 22 000 Canadiens japonais de leurs chez-soi est souvent évoquée comme une conséquence malheureuse, mais nécessaire, des efforts de gestion de la guerre. Mais les promesses faites par l'état qui a demandé la coopération de la communauté, les promesses de les garder en sécurité, les promesses de garder leurs biens en sécurité, ont été complètement rompues en quelques mois. Toutes les promesses ont été brisées.

Le parcours du développement de cette exposition a été riche en collaborations au sein et au-delà du collectif de recherche de Landscapes of Injustice. L'histoire de la dépossession des Canadiens Japonais dans les années 40 est complexe. Notre défi en tant que conservateurs de musée était de débiller quatre années de recherche universitaire et des transformer en une expérience de visite engageante qui résonnerait au-delà de la recherche scolaire. Nous devons nous concentrer sur les raisons pourquoi cette histoire se devait d'être racontée, sur comment relier cette histoire de manière significative au public et sur les leçons qu'allaient retenir les visiteurs. Après deux années de développement rigoureux de l'exposition, de consultations ex-haustives auprès de la communauté, de subventions supplémentaires du Patrimoine

canadien et d'adaptation avisée en réponse à la pandémie mondiale, c'est avec respect que nous vous présentons *Promesses Brisées*.

Les chercheurs du projet LOI ont fait d'incalculables contributions tout au long du processus de conservation. Le Dr Eiji Okawa a contribué à éclaircir la vie des Japonais au Canada à leurs débuts. L'expertise en analytique du Dr Trevor Wideman a aidé à assurer que notre sélection de narrateurs était diversifiée en âge, géographie, style de vie et sexe. Kaitlin Findlay était le pont entre les phases 1 et 2 de cette aventure de sept ans. Les études supérieures de Kaitlin d'exploration des fichiers de la Commission Bird et sa capacité à réfléchir de manière créative à d'immenses quantités de données ont servi de cadre à la section Offices of Losses de l'exposé. La Dr Yasmin Amaratunga Railton, notre conservatrice postdoctorale, a grandement contribué à la gestion du processus de développement de l'exposé, allant de l'obtention de subventions, à la traduction de recherche en exposés significatifs, à l'orchestration de consultations communautaires. Il s'agissait vraiment d'un travail d'équipe.

Le Dr Jordan Stanger-Ross, qui a mené le projet Landscapes of Injustice depuis ses débuts, était un écrivain contributeur avec Kaitlin Findlay, et

un participant actif sur l'équipe de conservation. Des conseils précieux et de la sagesse ont été apportés par deux membres dédiés du Community Council du projet : Mary Kitagawa et Vivian Wakabayashi Rygnestad. Finalement, la créativité de nos designers Doug Munday, Ria Kawaguchi et Kirsti Wakelin nous a aidés à donner vie à cet exposé.

L'espoir de *Promesses Brisées* est de tirer des leçons d'une histoire à la fois difficile et peu soignée et d'en faire l'objet d'actions à ce jour. Nous vous invitons à suivre les sept narrateurs et narratrices, à identifier ce que signifie un chez-soi pour vous, à plonger dans la mare bureaucratique située dans Offices of Losses, à réviser des échantillons de fichiers qui offrent un aperçu des vies administrées par l'état, à écouter des comptes rendus à la première personne et à vous confronter aux héritages qui demeurent.

Placeholder for Exhibit Images

Placeholder for Exhibit Images

BEUCOUP D'HISTOIRES, BEUCOUP DE VOIX :

la consultation communautaire dans l'exposé *Promesses Brisées*

Yasmin Amaratunga Railton, PhD,
Boursière Postdoctoral de Conservation,
Landscapes of Injustice

À bien des égards, la conservation de musées peut être perçue comme une forme de narration. Élaborant sur cette métaphore, les conservateurs ne sont pas tant des auteurs que des traducteurs de savoir. L'histoire de la dépossession des Canadiens japonais des années 40 aux mains du Gouvernement canadien n'est pas un narratif singulier. La recherche entreprise par le projet *Landscapes of Injustice* illustre comment la violence de la dépossession s'est déroulée sur des années de travail bureaucratique et dans les épreuves quotidiennes des administrés pendant une décennie. Cela a nécessité la complicité de milliers de personnes. Les pertes de son chez-soi et de sa place étaient des maux spécifiques auxquelles les Canadiens japonais ont réagi de manières complexes et variés. Ces pertes se font ressentir à ce jour. Dans *Promesses Brisées*, nous nous sommes efforcés de traduire de nouvelles recherches à ce sujet tout en restant enracinés dans les réseaux de connaissances communautaires. Pour y parvenir efficacement, nous avons adopté ce que

l'on appelle la *préparation participative d'exposé*, une approche de conservation qui promeut la consultation avec des experts et permet à ceux avec des expériences vécues de raconter leurs propres histoires. Nous avons mené nos consultations communautaires à chaque étape de développement de l'exposé, allant souvent au-delà d'une consultation, pour faire œuvre de collaboration.

L'écoute active a toujours fait partie intégrante de la narration. Des heures de discussions ont été menées pour la sélection de documents d'archives, de photos, de lettres et de témoignages oraux afin de transmettre au mieux les expériences personnelles et collectives des familles canado-japonaises. J'ai eu l'honneur de m'asseoir dans les maisons des nos narrateurs et d'écouter leurs histoires. Pour comprendre l'histoire de Masue Tagashira, la coordonnatrice de recherche Kaitlin Findlay et moi avons passé une journée avec trois générations de la famille Tagashira. C'est autour de thé et biscuits que Donald, Charles et Emma Jinnouchi ont partagé des histoires et des douzaines d'albums photo.

préparation d'exposé participative

Afin d'assurer la traduction de la recherche aux visiteurs, nous avons consulté le Musée Royal de la Colombie-Britannique, le Musée national Nikkei, la Musée canadien de la guerre et le Musée canadien de l'immigration. Nous avons fait circuler des ébauches de textes avec le Conseil Communautaire

Landscapes of Injustice, ainsi qu'avec des historiens, des géographes et des spécialistes du droit. Des enseignants canadiens au niveau primaire et secondaire ont testé les éléments interactifs pour leur fonctionnalité. Nous avons organisé des séances publiques au Powell Street Festival et invité le public à nous donner son avis sur les plans et à se prononcer sur des histoires et des images spécifiques. J'ai été particulièrement touché par les œuvres d'Emma Nishimura, qui illustrent de façon si émouvante l'histoire de sa famille et sa réaction au moment où elle en a pris conscience. Ces œuvres se trouvent maintenant parmi la section *Héritage* de l'exposé et vous pouvez écouter Emma parler de son travail dans le théâtre d'histoire oral.

Comme avec toute consultation communautaire, la nôtre avait ses limites. Nous sommes sensibles au fait qu'il n'y a pas toujours de consensus au sein de l'ensemble de la communauté canado-japonaise sur des sujets allant du langage et d'euphémismes à l'éthique de la publication des résultats de la recherche. Pour surmonter le défi de raconter cette histoire, nous avons adopté plusieurs outils nous permettant de faire entendre différentes voix. Ceux-ci comprennent la mise en place d'un comité d'intégration de recherche et la tenue de réunions régulières avec notre Conseil Communautaire, un comité composé de conseillers canado-japonais de chaque coin du pays. Je me sens privilégiée d'avoir

travaillé avec Mary Kitagawa et Vivian Wakabayashi Rygnestad, d'avoir appris d'elles et d'avoir développé des amitiés profondes avec elles tout au long de ce projet.

La narration soutient aussi le dialogue pour le changement social. Tenir des consultations publiques à travers la Colombie-Britannique a assumé une fonction éducative essentielle au partage de cette histoire et la promotion d'un dialogue sur le racisme. De nouvelles histoires ont émergé par ces discussions. Lors d'une séance de consultation communautaire aux Îles du Golfe, Rose Murakami, dont la sœur Mary est une des narratrices de l'exposition, nous a partagé son expérience d'années de recherche de biens familiaux dans des ventes de garage après leur retour à l'Île de Salt Spring après leur déracinement forcé.

Comme avec tout processus de collaboration, la préparation participative d'exposé est une opportunité de reconnaître et d'exprimer des valeurs divergentes en plus d'offrir un espace de discussion sécurisant. Ce thème se manifeste à la fin même de l'exposition grâce à une composante rétroactive. Nous vous invitons à réfléchir à cette histoire difficile et à vous joindre à la conversation avec des chercheurs et avec la communauté canado-japonaise. Nous espérons que cet exposé suscitera une connexion personnelle à cette histoire et assurera sa continuité.

PROMESSES BRISÉES

La dépossession des Canadiens japonais

Pouvez-vous imaginer quelqu'un prendre votre maison, tous vos biens et votre liberté? En 1942, le gouvernement canadien a expulsé de force 21 460 Canadiens japonais des côtes de la Colombie-Britannique. Les gens montaient à bord de trains en apportant uniquement ce qu'ils pouvaient transporter. Les autorités ont promis de protéger le reste.

Au lieu de cela, les Canadiens japonais ont été dépossédés : tout a été volé ou vendu.



La **DÉPOSSESSION** *est* **l'HISTOIRE** *d'un* **PEUPLE**

Une mère, bannie de chez elle, lutte en hiver pour nourrir et vêtir ses enfants. Un pêcheur, son bateau volé, recommence loin de la mer. Une famille, séparée de force par son gouvernement, aspire à des retrouvailles.

La dépossession a été alimentée par le racisme. Les politiciens l'ont inscrit dans la loi. Les autorités ont imposé des années de politique injuste. D'autres ont pris ce qu'ils pouvaient pour eux-mêmes.

Cette histoire est une ressource.
Elle nous appelle à créer un avenir canadien plus juste.



TERRE *des* PROMESSES BRISÉES

Les maisons saisies des Canadiens japonais se trouvaient sur des terres précédemment saisies des peuples autochtones.

La loi britannique a promis de protéger les terres autochtones jusqu'à la signature des traités. En Colombie-Britannique, cette promesse a été ignorée. Les peuples autochtones ont été dépossédés.

La lutte contre cette injustice se poursuit aujourd'hui.

UNE HISTOIRE ÉCRITE PAR-DESSUS UNE AUTRE

- Le plus grand ancien quartier canadien japonais de Vancouver, Rue Powell, est connu depuis des temps immémoriaux par les Musqueam, Tsleil-Waututh et les Premières Nations voisines sous le nom de *q̓əm̓q̓əm̓ələp̓*.
- Des milliers de Canadiens japonais ont pêché à Steveston, qui est également connu sous le nom de *q̓w̓'eya'xw* en hul'q'umi'num', le dialecte insulaire de cette langue salishenne.
- Une puissante histoire de création de Hul'q'umi'num se déroule sur le plus haut sommet de l'île Salt Spring, près des anciennes fermes de Canadiens japonais.

Le Totem des Survivants, situé dans la partie est du centre-ville de Vancouver, rend hommage aux diverses communautés qui ont bravé le racisme et les injustices. Il représente la survie des communautés et est un symbole durable de la résistance et de l'inclusion.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site [<https://bit.ly/3aC5SZr>]

CHEZ-SOI

La vie avant la dépossession

Au début des années 40, les Canadiens japonais vivaient en Colombie-Britannique depuis des décennies. Ils se sont enracinés au Canada, tout en conservant des liens avec le Japon. Malgré le racisme et la discrimination, ils ont prospéré.

Le Canada était chez-soi : un lieu de travail acharné, d'appartenance et de rêves.

Les immigrants canadiens japonais (issei) et leurs enfants (nisei) ont construit une vie de communauté et de relations. Ils ont pêché et exploité des fermes, cultivé des jardins et ouvert des magasins. Les familles ont mis en commun leurs compétences et leurs ressources. Les communautés ont fondé des écoles de langues, des coopératives, des églises et des temples.

La moitié des Canadiens japonais sont nés au Canada.





KAORU ATAGI

Rires, cris de goélands,
odeur de copeaux de cèdre

Kaoru (né en 1912) a grandi à Steveston, une ville de pêcheurs prospère. Il a vu son père, Tsunematsu, pêcher pendant les étés et construire des bateaux pendant les hivers. Atagi Boatworks a ouvert ses portes en 1905. Kaoru pensait qu'un jour ce serait à lui.

La famille se souvient du père de Kaoru comme un maître de son art.
« C'était incroyable ce qu'il pouvait faire avec ces outils. »





EIKICHI KAGETSU

Des scies abattent des arbres géants.
La canopée s'ouvre sur le bleu.

Eikichi (né en 1883), un travailleur immigré, a lentement construit un empire de l'exploitation forestière sur l'île de Vancouver. Il est devenu un leader communautaire. En 1936, il a déposé une couronne pour les soldats canadiens japonais morts à la crête de Vimy, en France.

La richesse d'Eikichi a été durement gagnée.

« Le tronc d'arbre peut être mon oreiller », écrit-il dans son journal, « pendant que je vais dans les bois pour inspecter les arbres. » »





TEIJI MORISHITA

Causerie au petit-déjeuner.
Ouverture du magasin
pour la journée.

L'Ebisuzaki Shōten de Vancouver, ou magasin, a servi des Canadiens japonais sur la côte de la Colombie-Britannique. Sa devise était « Petit profit, grande confiance ».

Teiji (né en 1903) était propriétaire du magasin avec sa sœur aînée, Hide Ebisuzaki, et son mari, Masatarō. Tous vivaient et travaillaient ensemble. La fille de Teiji se souvient d'une maison occupée « folle », « une grande maison avec beaucoup de monde ».



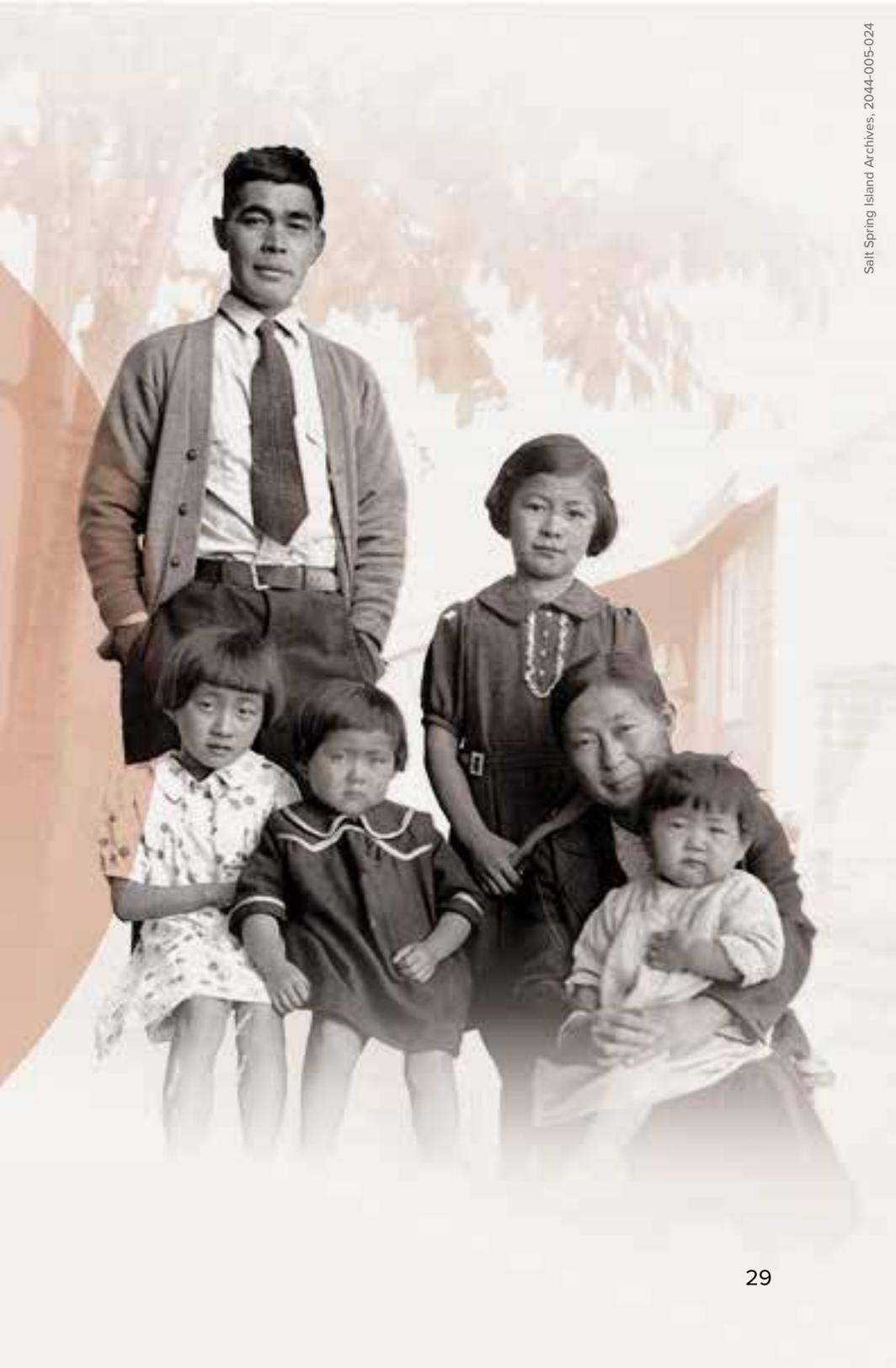


KEIKO MARY MURAKAMI

Festin et champ
dignes de la royauté

Lorsque le roi et la reine britanniques ont visité Victoria en 1939, on leur a servi des fraises de Murakami. La ferme, sur l'île Salt Spring, a été défrichée par le père de Mary. Il a utilisé de la dynamite sur les plus grandes souches et a construit leur maison à la main.

Pour Mary (née en 1937), ce fut une enfance « idéale » et confortable. « Nous étions libres de nous déplacer. »





HIROSHI OKUDA

Foules bruyantes, pluie dans l'air

Hiroshi (né en 1914) a inspiré ses camarades de classe de Cumberland avec son esprit sportif. Athlète accompli à l'école et joueur universitaire à l'Université de la Colombie-Britannique, il a continué de briller.

Hiroshi a obtenu deux diplômes.
Dans les années 40, il était comptable.





MASUE TAGASHIRA

Retour à pied à la maison au crépuscule.
Un tramway circule bruyamment.

Masue (née en 1908) était une mère immigrée devenue veuve à la suite d'un accident d'exploitation forestière en 1933. Sa mère a exhorté Masue et ses deux enfants à retourner au Japon.

Au lieu de cela, Masue est resté en se disant:
« Je me bats maintenant, mais un jour viendra le printemps de ma vie. Ensuite, je pourrai sourire. »

Pendant des années, elle a travaillé au magasin de tabac et de bonbons Tagashira de Vancouver.

Dans le quartier de la rue Powell,
elle a rencontré son futur mari, Rinkichi.





TSUMA TONOMURA

Chou haché, radis mariné, bouillon chaud

La mère de Tsuma (née en 1898) est décédée quand elle avait dix ans. Elle a perdu le contact avec son père. Ayant peu de possibilités au Japon, elle a épousé un Canadien, Moichiro Tonomura.

En 1928, Tsuma a rejoint le clan Tonomura, les premiers agriculteurs canadiens japonais à Mission, une riche plaine près de Vancouver. Elle cuisinait pour tout le monde. Le sukiyaki cuit à la vapeur, une fondue japonaise, était un favori de la famille.



L'ÉPOQUE *de* l'INTERNEMENT

Sept ans d'internement, la plupart en temps de paix

Le Canada a déclaré la guerre au Japon après une attaque sur des bases britanniques et américaines le 7 décembre 1941.

Pour la Gendarmerie royale du Canada et les généraux canadiens, les Canadiens japonais ne représentaient aucune menace. Mais les politiciens ont tout de même décidé de déraciner de force toutes les « personnes de race japonaise » des côtes de la Colombie-Britannique.

Après la fin de la guerre, les autorités ont fait pression sur des milliers de Canadiens japonais pour qu'ils s'exilent au Japon. Ceux qui ont refusé d'y aller ont reçu l'ordre de déménager à l'est des Rocheuses. La violation de leurs droits s'est poursuivie jusqu'au 1er avril 1949.

LOIN DE LA MAISON

Entre mars et octobre 1942, des milliers de Canadiens japonais ont été forcés d'aller dans des camps dans l'intérieur de la Colombie-Britannique. D'autres ont été forcés à effectuer des travaux routiers et agricoles et à aller dans des camps de prisonniers de guerre à travers le Canada.

L'hiver est arrivé tôt. Les températures sont descendues à des niveaux record. Les Canadiens japonais grelottaient dans des tentes, des cabanes de fortune et des bâtiments abandonnés.

Betty Umakoshi a grandi à Vancouver. Sa famille a été forcée d'aller dans une tente dans la Colombie-Britannique profonde. Sans plomberie intérieure, elle a puisé de l'eau dans un puits glacé. Elle est tombée et a maudit le ciel, « Qu'est-ce que j'ai fait pour mériter ça? »



Une **VIEILLE HISTOIRE**

L'internement a fait suite
à des décennies de lois racistes.

La Colombie-Britannique avait besoin de travailleurs dans les années 1870. Les Canadiens d'origine japonaise sont arrivés. Mais, avec les Chinois, les Sud-Asiatiques et les peuples autochtones, ils ont été confrontés à l'hostilité et au racisme. Beaucoup pensaient que la Colombie-Britannique devrait être une province « blanche ».

Les hommes canadiens japonais ont été empêchés de voter ou d'occuper des fonctions publiques. Les lois de la Colombie-Britannique interdisaient les emplois dans l'industrie, les travaux publics, le droit et la pharmacie. Ils étaient exclus des quartiers désirés.

La dépossession fait partie d'une
histoire beaucoup plus longue.

RAPIDITÉ D'ESPRIT

Les fonctionnaires ont limité ce que les Canadiens japonais pouvaient apporter dans les camps d'internement. Les Canadiens japonais ont emballé ce qu'ils pouvaient, puis entreposé, vendu, prêté, enterré ou détruit le reste. Aujourd'hui encore, de nombreux Canadiens japonais se souviennent du chaos de ces moments. Des choix judicieux leur ont permis de résister.



NOTICE TO ALL JAPANESE PERSONS AND PERSONS OF JAPANESE RACIAL ORIGIN

TAKE NOTICE that under Orders No. 21, No. 22, No. 23 and No. 24 of the British Columbia Security Commission, the following areas were made prohibited areas to all persons of the Japanese race:—

LULU ISLAND
(including Steveston)

SEA ISLAND

EBURNE

MARPOLE

DISTRICT OF
QUEENSBOROUGH

SAPPERTON

CITY OF
NEW WESTMINSTER

BURQUITLAM

PORT MOODY

IOCO

PORT COQUITLAM

MAILLARDVILLE

FRASER MILLS

CORPORATION OF
THE DISTRICT OF
NORTH VANCOUVER

CORPORATION OF
THE DISTRICT OF
WEST VANCOUVER

AND FURTHER TAKE NOTICE that any person of the Japanese race found within any of the said prohibited areas without a written permit from the British Columbia Security Commission or the Royal Canadian Mounted Police shall be liable to the penalties provided under Order in Council P.C. 1665.

AUSTIN C. TAYLOR,

Chairman

BRITISH COLUMBIA SECURITY COMMISSION

CAREFUL DECISIONS

“We had come originally, way back, from a warlord family of samurai. And the only thing that my mother vowed was that she did not want to give up the sword that had been in our family...there’s no way she was handing that in after all these generations. One night, my mother and our relatives that lived in North Vancouver, that were the boatmakers, they came over and said, “Ok, we’re going to row out into the Straits.” She threw it overboard. She didn’t want to hand it in to the RCMP because she didn’t think she’d ever get it back anyway.”

Jean Ikeda-Douglas

To be translated

PROMESSE *de* PROTECTION

En mars 1942, le gouvernement fédéral a promis, en vertu de la loi, de détenir les biens des Canadiens japonais « à titre de mesure de protection seulement ».

Supervisant le travail du séquestre des biens ennemis, le sous-ministre d'État Ephraïm Coleman a écrit: « Je ne pense pas que cela ait jamais été envisagé... que [nous] priverions les propriétaires japonais de leurs biens. »

Ensuite, lui et ses collègues ont fait exactement cela.



Les **BUREAUX** *des* **PERTES**

Promesse de protection, bientôt brisée

Après l'internement des Canadiens japonais, les voisins ont pillé leurs maisons. Au début, certains responsables ont tenté d'empêcher les vols, mais leurs efforts n'ont pas été suffisants. La pression publique et politique pour vendre a augmenté. Le gouvernement a autorisé la vente de tous les biens restants en janvier 1943.

Les bureaux gouvernementaux créés pour protéger les biens sont devenus le siège de la dépossession. Plus de 1 700 lots immobiliers et des dizaines de milliers de biens ont été vendus sans consentement.



Qui a **BRISÉ** *la* **PROMESSE ?**

L'injustice à grande échelle
nécessite plusieurs acteurs

Les gens ont fait de la dépossession
une réalité. Les politiciens en ont fait des lois.
Les hauts fonctionnaires ont décidé
des détails. Les agents locaux ont mis
la politique en pratique.

Imaginez des entrepôts de meubles,
de vêtements, d'instruments de musique
et de livres. Le Bureau du séquestre des biens
ennemis, un bureau fédéral, contrôlait tout
ce que les Canadiens japonais étaient obligés
de laisser derrière eux. En 1942, 120 employés
travaillaient dans l'édifice de la Banque Royale
à Vancouver, classant des documents et
cataloguant des biens.

Les agents immobiliers ont inspecté
les maisons. Les fonctionnaires ont établi
le prix des fermes. Les encanteurs ont scandé
des offres à des milliers d'acheteurs désireux.





Bâtiments vides, maisons volées

En 1943, des fonctionnaires ont photographié des bâtiments vacants pour justifier leurs bas prix de vente.

Des années plus tard, les Canadiens japonais ont contesté les ventes forcées à l'aide de photos de famille. Les photos montrent également les riches histoires vécues dans chaque maison.



QUI ÉTAIT RESPONSABLE DE LA DÉPOSSESSION ?

La politique visait toutes les « personnes de race japonaise ». Pourtant, chaque décideur avait ses propres motivations et idées.

MINISTRE DE LA JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE

En 1942, des avocats du gouvernement ont approuvé la saisie de biens canadiens japonais. Aujourd'hui, le ministère de la Justice continue de restreindre l'accès aux dossiers qui pourraient expliquer cette décision.

VILLE DE VANCOUVER

URBANISTES DE VANCOUVER

MINISTRE DE LA PÊCHE
COMITÉ DE TRAITEMENT/ VENTE DES NAVIRES DE PÊCHE JAPONAIS



Gracieuseté de Edmund T. Kimura

KISHIZO KIMURA, personne nommée par le gouvernement pour la communauté canadienne japonaise. Kimura a fait partie de comités gouvernementaux qui ont supervisé la dépossession. Des années plus tard, il a déclaré que « du point de vue actuel... lorsque les protestations et les manifestations sont à la mode, il peut y en avoir qui se moquent du... silence et de l'obéissance. » Mais le racisme sévissait; il a choisi de coopérer.

SECRÉTAIRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES



University of Dalhousie Archives

JOHN ERSKINE READ, avocat du gouvernement fédéral. Read s'est opposé à la dépossession : « La prise des biens à ces hommes n'a rien à voir avec la sécurité. » Il a estimé que le gouvernement « abandonnait complètement le principe... d'équité. » Mais avec sa carrière toujours en ascension, il a poursuivi.

IMMOBILIER URBAIN

Les fonctionnaires de la ville de Vancouver ont vu une occasion lorsque l'internement a commencé : le quartier historique canadien japonais sur la rue Powell pourrait être démolé et remplacé par des logements modernes. Ce plan a aidé à convaincre le gouvernement fédéral de vendre. Mais le réaménagement proposé n'a jamais eu lieu.

NAVIRES DE PÊCHE

En janvier 1942, le gouvernement a formé un comité pour encourager les pêcheurs à vendre ou à louer leurs navires. Lorsque certains Canadiens japonais ont refusé de vendre, le comité les a forcés. Des années plus tard, les avocats du gouvernement ont publiquement admis que les ventes étaient illégales, mais ils ont enterré la question.

GOUVERNEUR GÉNÉRAL DU CANADA

PREMIER MINISTRE



United States Library of Congress's Prints and Photographs Division, LC-USW33-09079-D

WILLIAM LYON MACKENZIE KING, premier ministre du Canada pendant la guerre. En public, King a déclaré qu'aucun Canadien d'origine japonaise n'avait fait preuve de déloyauté. En privé, il se méfiait d'eux. « Peu importe à quel point ils peuvent sembler honorables. Chacun d'eux... serait un saboteur et aiderait le Japon le moment venu », écrivait-il en 1941.

SECRÉTAIRE PRIVÉ ADJOINT DU BUREAU DU PREMIER MINISTRE GREFFIER DU CONSEIL PRIVÉ

CABINET

COMMITÉS DU CABINET

Comité du Cabinet sur les questions Japonaises
Comité du Cabinet sur le rapatriement et le déplacement/la délocalisation
Comité du Cabinet sur les problèmes Japonais

SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA

BUREAU DU SÉQUESTRE

BUREAU DU SÉQUESTRE DE VANCOUVER



Joseph Alexandre Castonguay, Bibliothèque et Archives Canada, «006581960



Gracieuseté de Leslie Barmwell

GLENN MCPHERSON et **FRANK SHEARS**, dirigeants du Bureau du séquestre des biens ennemis, Vancouver. McPherson a exhorté les politiciens à autoriser les ventes forcées. Shears a estimé qu'il n'avait pas le choix : son rôle était « de mettre en œuvre... la politique gouvernementale... pas d'élaborer ou de suggérer ce que la politique devrait être ».

Plusieurs départements au sein du bureau du séquestre ont exploité, puis vendu des biens canadiens japonais.

MINISTRE DU TRAVAIL



Jack Long, Bibliothèque et Archives Canada, «99990029344



Leonard Frank Nisbet, National Museum, 1964-69-3-35

LA COMMISSION DE LA SÉCURITÉ DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

La Commission a supervisé l'internement. L'argent provenant des ventes forcées de propriétés est allé dans des comptes contrôlés par la Commission. Les Canadiens japonais ont dû utiliser ces fonds pour payer leurs besoins de base. « Nous sommes tout à fait en droit de refuser » des dispositions dans les camps, a déclaré un responsable.

MINISTRE DES RETRAITES ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE

MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS



Jack Lindsay, City of Vancouver Archives, 1184-198

IAN MCKENZIE, seul membre du cabinet fédéral provenant de la Colombie-Britannique. McKenzie a fortement défendu la dépossession. « Leur pays n'aurait jamais dû être le Canada », a-t-il dit. « Je ne crois pas que les Japonais soient une race assimilable. »

COMMISSION D'ÉTABLISSEMENT DES SOLDATS

IVAN BARNET, surintendant de la Commission d'établissement des soldats. Barnet a supervisé l'évaluation des fermes canadiennes japonaises. Il a essayé de les acheter pour moins que leur pleine valeur. « Nous devons maintenir la côte du Pacifique en tant que pays de l'homme blanc », a-t-il dit, « et... éduquer l'homme blanc pour qu'il réalise qu'il peut vivre confortablement » en exploitant une ferme.

HÉRITAGES FAMILIAUX

Certains amis et voisins ont gardé les effets personnels des Canadiens japonais et les ont rendus quand ils le pouvaient. Cependant, la plupart ont pillé et volé. Plutôt que d'arrêter le pillage, le gouvernement a décidé de vendre ce qui restait. Entre 1943 et 1946, il a organisé 255 ventes aux enchères et vendu plus de 90 000 biens.

FERMES

La plupart des fermes canadiennes japonaises ont été vendues au directeur de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en 1944. Ces 769 terres agricoles étaient délibérément sous-évaluées par les fonctionnaires. Ils voulaient que les terres profitent aux soldats revenant de la guerre.

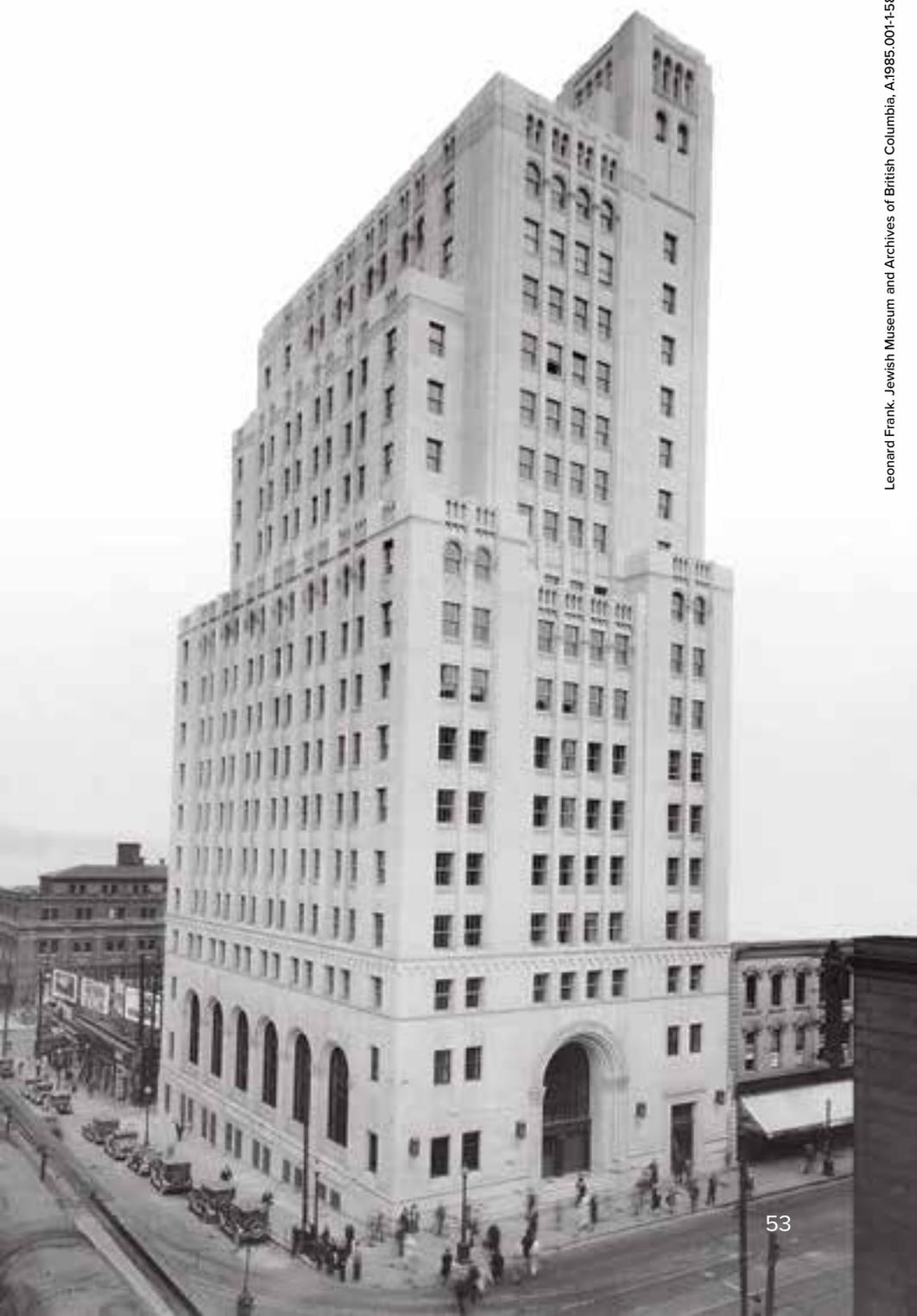
VIVRE *avec le* POUVOIR ÉTATIQUE

Registres d'injustice :
les dossiers du Bureau du séquestre

Vous souvenez-vous des sept narrateurs que vous avez rencontrés plus tôt dans cette exposition ? Pendant leur internement, ils ont reçu un avis des autorités : leurs maisons avaient été vendues.

Une a lu que son amie l'avait trahie.
Un autre a appris qu'un concurrent avait acheté son entreprise. Un troisième a appris que son domicile avait été saccagé.

Les sept narrateurs ont essayé de garder le contrôle de leurs vies et de protéger le bien-être de leurs familles. Une protestation pure et simple comportait des risques. Pour les Tonomura, cela signifiait l'emprisonnement. Remplir des formulaires et raisonner poliment avec les fonctionnaires semblait souvent un meilleur choix. À tout instant, les Canadiens japonais sentaient les limites de leur liberté.





Un fonctionnaire japonais chargé d'étudier les mines de charbon au Canada en 1912.

27 avril 1912
Hiroshi Okuda s'inscrit comme élève de la Faculté des Sciences de l'Université de Tokyo.

21 juin 1914
Les fonctionnaires japonais Hiroshi Okuda sont envoyés dans l'établissement d'éducation dans le camp d'immigration de Tsuba.

27 novembre 1917
Hiroshi subit un examen médical pour se rendre à Montréal.

25 janvier 1918
Hiroshi Okuda s'inscrit à l'Université de Montréal.



TSUMI, TONGMURA

18 novembre 1912

Signature de l'accord de coopération entre le Japon et le Canada pour l'exploitation des mines de charbon.

25 septembre 1912

Établissement de la Faculté des Sciences de l'Université de Tokyo.

7 novembre 1914

Les fonctionnaires japonais, Kuroki, Okuda et Hiroshi Okuda sont envoyés dans le camp de Tsuba pour étudier les mines de charbon.

1914 - 1916

Le Japon s'inscrit au gouvernement du Canada pour la recherche et l'exploitation des mines de charbon.

21 février 1918

Le Japon s'inscrit au gouvernement du Canada pour la recherche et l'exploitation des mines de charbon.

21 février 1918

Le Japon s'inscrit au gouvernement du Canada pour la recherche et l'exploitation des mines de charbon.

21 février 1918

Le Japon s'inscrit au gouvernement du Canada pour la recherche et l'exploitation des mines de charbon.

21 février 1918



Un bâtiment de l'Université de Montréal.

17 mai 1918
Écriture de la lettre de recommandation pour Hiroshi Okuda à la DIOC de la Logging Company sur l'île de Vancouver.

17 avril 1919
La venue de Hiroshi Okuda au Canada.

7 novembre 1919
Écriture de la lettre de recommandation pour Hiroshi Okuda à la Commission royale sur les immigrants japonais.

30 mai 1920
La Commission royale sur les immigrants japonais.



Un groupe d'immigrants japonais.

1912

Le Japon s'inscrit au gouvernement du Canada pour la recherche et l'exploitation des mines de charbon.

17 avril 1919

La venue de Hiroshi Okuda au Canada.

21 février 1918

Le Japon s'inscrit au gouvernement du Canada pour la recherche et l'exploitation des mines de charbon.

FR

EIKICHI KAGETSU



Photographie de famille prise par le photographe de l'Association de la 1942

MARY MURAKAMI

26 mars 1942
Appointé au titre de superviseur des fermes agricoles,
un an de la famille, Gavin C. Moush, Thémère le problème
Murakami ne l'a pas fait Spring

23 août 1942
Un billet de la Commission d'établissement
des colonies à l'école la ferme

25 février 1942
Le site de Mary, Katsuyuki, à l'école
la plantation de la ferme et de ses biens

26 juin 1943
La Mary Alice, épouse Moush et femme

1 juillet 1943
Responsable, H.C. Green,
l'inspecteur et mariage Moush

21 novembre 1942
Les fonds à jour des salaires d'été à
la ferme agricole

1943
Et en 1943 il a une femme
à la ferme agricole

FR



Portrait de Mary Alice, épouse Moush et femme de Mary Murakami, prise par le photographe de l'Association de la 1942

MASUO TAGASHIRA

Masuo Tagashira,
l'inspecteur

FR



Photo prise par le photographe de l'Association de la 1942

KAORU AYAGI

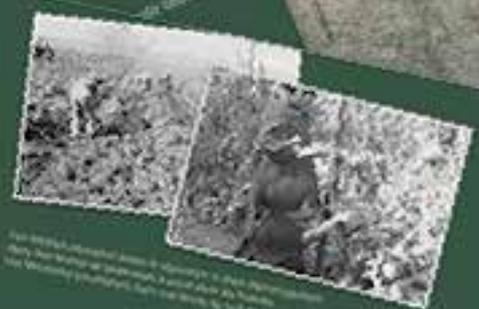


Photo prise par le photographe de l'Association de la 1942

22 décembre 1941
Le Bureau du Ingénieur envisage le projet
pour le magasin Educati à Vancouver

17 janvier 1942
Le dialogue avec un Dabier sur 200 Moush

27 avril 1942
Les fonctionnaires prennent le conseil du magasin Educati

27 septembre 1942
Le deuxième programme est à l'école sur les objets
exceptionnels de marchandises Educati

FR

TEIJI MORISHITA

Le magasin Educati

PROTESTATION

Les Canadiens japonais se sont battus pour la justice

Les Canadiens japonais ont protesté contre la vente forcée de leurs propriétés.

Dans des lettres aux fonctionnaires, les propriétaires ont décrit des années de travail pour construire leurs maisons. Celles-ci étaient des endroits où ils avaient élevé leurs enfants, pris racine. Ils ne pouvaient pas accepter les ventes effectuées sans consentement.

Les Canadiens japonais ont contesté la dépossession devant un tribunal en 1943. Le juge Thorson a retardé sa décision de plus de trois ans. Pendant ce temps, la plupart des propriétés ont été vendues. Thorson a rejeté Nakashima c. Canada pour vice de forme.

Après la guerre, les Canadiens japonais ont fait pression pour la tenue d'une enquête officielle. Le juge Henry Bird a dirigé la Commission royale. Il avait une vision étroite de la perte, n'indemnisant qu'un propriétaire sur dix.



DÉPLACEMENT FORCÉE DES CANADIENS JAPONAIS, 1941 – 1951



Nombre de Canadiens japonais déplacés de la Colombie-Britannique entre 1941 et 1951

Cartographie de Rylee Harlos et de l'Historical GIS Cluster of the Landscapes of Injustice Research Collective

Les ordonnances fédérales déracinent les Canadiens japonais de la côte du Pacifique. Après la fin de la guerre, les autorités ont fait pression sur les Canadiens japonais pour qu'ils s'exilent au Japon. Ceux qui ont refusé d'y aller ont reçu l'ordre de déménager à l'est des Rocheuses.



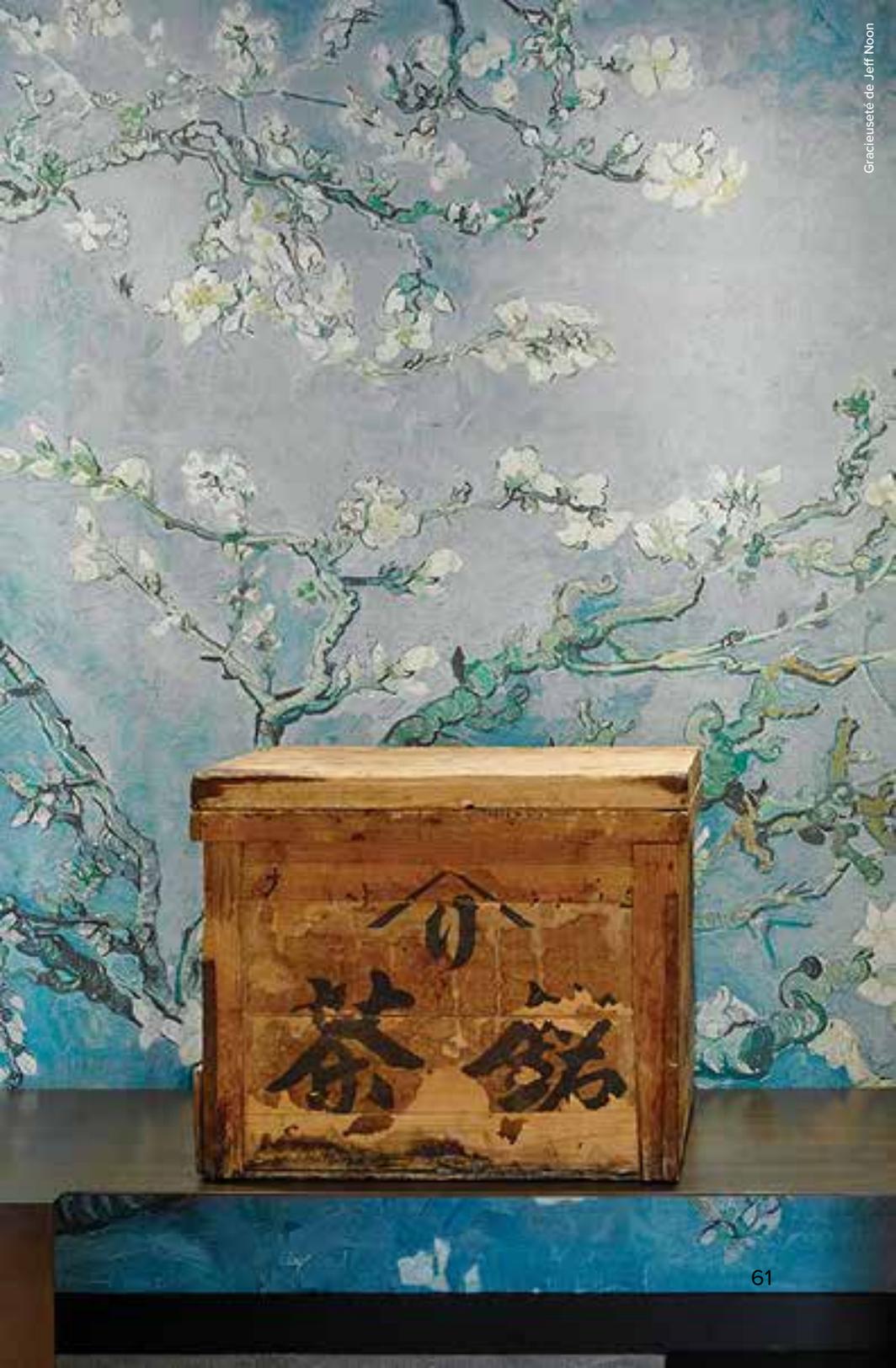
HÉRITAGES *de* la DÉPOSSESSION

Nous héritons des paysages de l'injustice

La reconstruction a duré des décennies après la fin de l'internement. Les Canadiens japonais ont d'abord dû trouver un domicile dans un Canada encore raciste. La perte — de langue, d'éducation, d'appartenance — a perduré pendant des générations.

Beaucoup ont également profité de la dépossession. Des carrières ont été faites et des fortunes se sont construites à partir des pertes des Canadiens japonais.

La dépossession n'est pas un chapitre qui se referme, ni une période qui se termine nettement. Nous marchons sur ses sédiments.





RÉCUPÉRATION

Les Canadiens japonais ont travaillé pour reconstruire leur domicile

Dispersés, les sept narrateurs ont recommencé : nouveaux emplois, nouvelles communautés, nouvelles maisons et nouvelles vies. Ils ont cherché la sécurité. Beaucoup regardaient vers l'avenir avec espoir.

Les Canadiens japonais ont continué à lutter pour la justice. Ils ont obtenu les premières excuses du Canada pour un tort historique en 1988. Une communauté, jadis ébranlée par la perte, est maintenant résistante.



KAORU ATAGI

Kaoru est retourné à Steveston en 1953. Lui et ses frères ont acheté une modeste maison au bord de l'eau et ont repris la construction de bateaux.

Lentement, une communauté canadienne japonaise a refait surface. Des entreprises de pêche, avides de travailleurs qualifiés, ont embauché des Canadiens japonais qui sont revenus. En 1972, les organisateurs communautaires ont ouvert un studio d'arts martiaux et un centre culturel.

Pourtant, la perte perdurait avec les Atagi. Des années plus tard, la femme de Kaoru l'a exhorté à oublier le passé:

« Il suffit de renoncer, tout est parti. »





EIKICHI KAGETSU

Les Kagetsu ont déménagé à Toronto, où de nombreux Canadiens japonais recommençaient.

La vie était précaire. Les enfants d'Eikichi travaillaient à la chaîne ainsi qu'en tant que nettoyeurs. Sa femme s'est mise à la couture. Eikichi a utilisé le peu d'argent qu'il lui restait pour ouvrir une boutique de cadeaux et une laverie.

**« Visez haut », disait toujours
Eikichi à ses enfants.**

L'école était une priorité. Avec le temps, ils se sont épanouis en tant que professionnels partout en Amérique du Nord.



Mate in 34 Moves

Jack Kagetsu Oshichi, World Chessmaster

By Tom Ichniowski

For a while, everyone thought Jack Kagetsu Oshichi was just another chess player. But when he won the World Chess Championship in 1988, he became the first Japanese player to win the title. He was 34 years old at the time, and his victory was a surprise to many. He had a quiet, unassuming personality, and he was not a fan of the media. He was a true chess player, and he loved the game. He was a master of the game, and he was a true champion. He was a man of few words, but he was a man of great skill. He was a man who had spent his entire life playing chess, and he was a man who had achieved the impossible. He was a man who had won the World Chess Championship, and he was a man who had done it in 34 moves. He was a man who had done it in 34 moves, and he was a man who had done it in 34 moves.





TEIJI MORISHITA

Teiji a refusé d'aller vers l'est. Ses filles ont déménagé à Toronto. Ils avaient autrefois partagé leur maison et leur entreprise à Vancouver avec les Ebisuzaki, qui restaient en contact depuis Toronto et ensuite le Japon.

Enfin, les Morishita ont réalisé leur rêve : réunir la famille à Vancouver.

En 1981, la fille de Teiji, Nancy, a vu l'ancien magasin être détruit pour faire place à un nouveau bâtiment. Elle a trouvé un morceau du carrelage qui jadis annonçait fièrement « EBISUZAKI ». Des amis l'ont aidée à récupérer les pièces et à les placer dans son jardin.





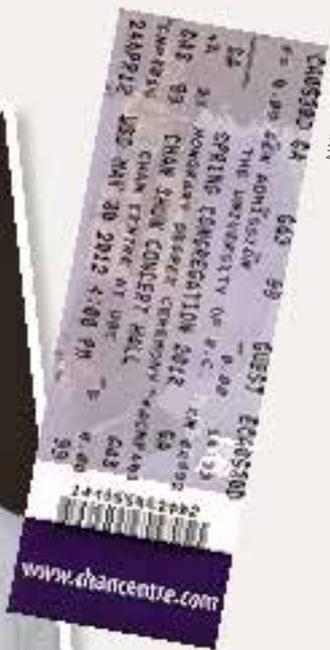
MARY MURAKAMI

Les Murakami sont retournés sur l'île de Salt Springs en 1954. Mary a aidé ses parents à prendre un nouveau départ et a étudié à l'école.

Quand elle a raconté pour la première fois l'histoire de sa famille, des larmes coulaient sur ses joues.

Au final, elle est devenue une voix éminente de cette histoire.

Mary a empêché un immeuble de Vancouver de porter le nom d'Howard Green, un champion de l'internement. Elle a convaincu l'Université de la Colombie-Britannique d'accorder des diplômes aux Canadiens japonais qu'elle avait expulsés en 1942. Elle a reçu l'Ordre de la Colombie-Britannique en 2018.



NIM 2013.61.3



Gracieuseté de Mary et Tosh Kitagawa



HIROSHI OKUDA

Hiroshi a fait face au racisme à Montréal.
Ses diplômes professionnels semblaient sans valeur.
En 1947, irrité par la discrimination persistante,
il est devenu l'un des fondateurs de la National
Japanese Canadian Citizens' Association.

**Malgré son activisme,
Hiroshi a rarement parlé
de l'internement.**

Sa fille, Sachiko, voulait en savoir plus.
L'exploration de l'histoire de sa famille l'a amenée
à s'engager dans la communauté. Elle a rejoint
la campagne Redress et a dirigé le Centre
culturel japonais d'Ottawa pendant
de nombreuses années.





MASUE TAGASHIRA

Les Tagashira sont retournés dans leur ancien quartier de Vancouver. Le mari de Masue voulait récupérer leur maison et leur entreprise. Elle le décrit comme un kuyashii, ou frustré :

« Il cherchait toujours ce qu'il avait perdu. »

Dans les années 1980, Masue a rejoint la campagne pour une reconnaissance fédérale des actes répréhensibles et des réparations.

Elle voulait que l'injustice soit réglée.

Masue a eu quatre-vingts ans le 22 septembre 1988, lorsque le premier ministre Brian Mulroney a présenté les premières excuses fédérales du Canada. Interrogé à ce sujet, Masue ne pouvait que sourire.

Material republished with the express permission of:
Vancouver Sun, a division of Postmedia Network Inc.



Gracieuseté de Donald Jimmouchi



Gracieuseté de Donald Jimmouchi



TSUMA TONOMURA

Les fonds étaient rares dans le Japon ravagé par la guerre, où les Tonomura ont recommencé. Ils ont ouvert une petite entreprise. Leurs filles travaillaient pour l'armée américaine. À l'école secondaire, le fils cadet de Tsuma, John, a eu du mal à s'adapter à la vie dans un pays étranger.

En 1954, John est parti pour le Canada. Il a travaillé et a économisé pour soutenir le retour de ses parents. En 1968, ils sont retournés à Vancouver.

« Malgré toutes les souffrances qu'elle a endurées », se souvient la belle-fille de Tsuma, elle ne s'est jamais plainte.

« Elle était une pionnière, une grande dame et une inspiration pour nous tous. »



NNM 1995.125.2.37.46 a-b



HÉRITAGES *de* la DÉPOSSESSION

La perte est complexe. Elle se propage à travers les familles, façonnant la façon dont ils se voient et leur histoire.

Avec le temps, les nouvelles générations font face au passé. [Further Japanese Canadians reflect on these themes.](#)

To be translated

PERTE

SILENCES

FAIRE FACE AU PASSÉ

HÉRITAGE

RETOUR

lawn or when
ing buses used to pass
iden as they drove by
e, during a survey
ria Horticultural Society
that beautify our streets
granted an Award
nd 16, 1935.

home and garden be
ast as the garden city
helped to cheer the sea

Remembrance Day 1935
to the public and rain
int Joseph's Hospital
from our garden



« ...c'est ce qu'il y a de plus triste,
laisser derrière son animal
de compagnie et des êtres vivants. »

Une Jeune Fille Tenant un Chat sur le Trottoir

PERTE

Les pertes des Canadiens japonais ne peuvent être effacées. Alors qu'ils reconstruisent leurs vies, les effets de la dépossession perdurent.

MIDORI BRUNS

Midori (né en 1927) réfléchit à la perte de la belle maison que son père avait construite. Pour elle, le plus difficile a été de quitter ses animaux de compagnie.

« La maison, tout d'abord c'était une maison d'accueil et en fait la seule valeur sentimentale se trouve dans ma tête. Ce que papa avait fait pour rendre la vie si plaisante avec une maison d'été et lui qui invite ses amis prendre une bière sous un arbre et c'était un souvenir agréable, un bon souvenir et papa qui nous construit une toute petite pataugeoire. Nous avons presque tout laissé derrière... nous avons pris quelques trucs comme des photos, et j'ai apporté des choses que j'avais écrites quand j'étais un enfant dans des compositions ou des essais ou autre, ça c'était les choses qui comptaient vraiment... des biens matériels... non, parce que nous ne pouvions pas apporter tant de choses. Les vêtements pouvaient, étant une famille de six, pouvaient être très lourds. Mais ce qui était le plus triste c'était de laisser derrière le chat, notre chat, Pet. Elle était un persan blanc avec des yeux de deux couleurs différentes. Et quand nous sommes partis elle était assise sur la clôture. Oh oui, c'était la chose la plus difficile. Et j'ai prié pour que les voisins nourrissent le chat, tu sais? Oui, c'est la une chose que je regrette. Oui c'est ce qu'il y a de plus triste, laisser derrière son animal de compagnie et des êtres vivants. »



« Je vais vous dire que je ne savais rien à l'internement en grandissant... »

SILENCES

De nombreux parents espéraient que leurs enfants aillent de l'avant plutôt que de s'appesantir sur le passé. Mais le silence laisse un vide que les jeunes générations souhaitent souvent combler.

TERRY WATADA

Terry (né en 1951) ne savait rien des expériences de sa famille en grandissant. Il décrit la première fois qu'il a appris l'internement à l'université.

Il dit: « Ça m'a époustouflé. »

« Et je vais vous dire que je ne sais rien à l'internement en grandissant dans les années 50 ici dans le East End de Toronto. Mais je suis allé à l'université. Je pense que c'était en 1970. Un groupe s'est formé à Toronto, de Canadiens japonais et ensuite un groupe de Canadiens asiatiques pour discuter de thèmes comme l'identité, le racisme, toutes sortes de sujets. Puis, je crois que le chef du groupe, Allan Hotta, a décidé d'organiser une conférence à Toronto. Pendant cette conférence ils ont installé un exposé photo qui avait été mis sur pied par les gens de Vancouver, sur l'internement. Et c'était quelque chose, c'était juste-oui, ça m'a surpris. J'utiliserais le terme « mis à genoux. » Donc je me devais de demander à mes parents, non? Cela s'est vraiment produit? Et bien sûr ma mère m'a juste dit que j'étais un idiot, « Pourquoi veux-tu savoir tout ça? », avant de se taire complètement. »

Terry Watada



« Et si tu t'étais dit,
'Je ne le ferai pas' »

FAIRE FACE AU PASSÉ

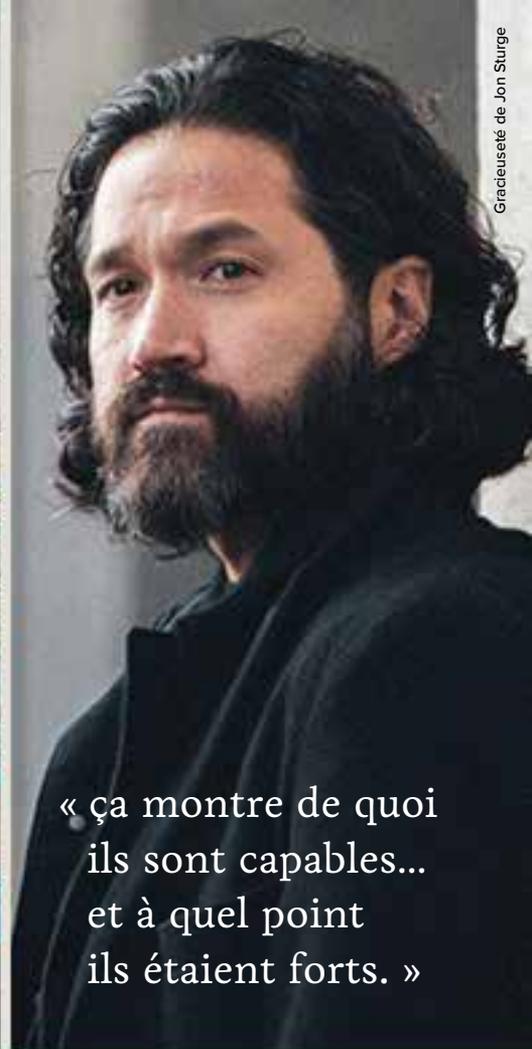
Si votre famille avait pillé ou acheté des biens de Canadiens japonais, que ressentiriez-vous? De nombreux descendants peinent à donner un sens aux actions de leurs ancêtres.

LESLIE BARNWELL

Le grand-père de Leslie (né en 1949), Frank Shears, a supervisé la dépossesion des Canadiens japonaise. Elle réfléchit à ses motivations et à la difficulté de vivre avec ses décisions.

« Je ne pense pas, comme je disais, que j'arriverai un jour à une résolution complète parce que je ne serai pas capable de parler à grand-papa. Donc, je pense qu'au départ, comme je disais, il avait cette intention d'être capable de travailler au nom des Japonais et de préserver leurs terres et leurs biens pour eux. Mais peu de temps s'est écoulé avant que les directives données viennent altérer sa position. Je ne sais pas si quelqu'un d'autre avait fait son travail cela aurait peut-être été pire. Vous savez, est-ce vrai ce que ma mère a dit, « si un vilain travail devait être fait, vaut mieux qu'il soit fait par une bonne personne. » Je ne sais pas. Mais je me demande, « Grand-papa, et si tu avais dit, 'Non.?' Et si tu t'étais dit, 'Je ne le ferai pas. À la place, je vais sortir dehors et me prononcer.' » Là mes sentiments seraient moins partagés. »

Leslie Barnwell



« ça montre de quoi ils sont capables... et à quel point ils étaient forts. »

HÉRITAGE

Des décennies plus tard, les biens ordinaires relient une famille à son histoire. Chaque objet que les familles ont réussi à sauver parle à la fois d'injustice et de résilience.

MARK SAKAMOTO

Mark (né en 1977) décrit la signification personnelle de la boîte de riz que sa famille a amenée avec elle pour l'internement.

« ... mon grand-père, Hideo Sakomoto, était un vrai amasseur. Il gardait vraiment tout. Donc après qu'il est décédé... et qu'on a nettoyé le garage. Et complètement au fond du garage, - parce que c'était une des premières choses mises dans le garage en 1952 quand il a emménagé dans la maison- il y avait une boîte à thé. Une grosse boîte de thé d'environ 2 pieds sur 3 pieds. Cette boîte à thé était en tôle, et c'était en tôle parce que du très petit montant de poids auquel ils avaient droit, ils ont apporté une boîte de conserve de riz. C'était littéralement le quart du poids qu'ils avaient droit d'apporter. Et ce n'était que de la nourriture, l'aliment de base de leur vie. Et une chance qu'ils l'ont apporté parce que le premier hiver ils n'avaient pas beaucoup de nourriture. Et pour moi c'est à la fois un magnifique et terrible rappel des sacrifices qu'ils ont fait pendant cette période. Des sacrifices qui leur ont été imposés, des dilemmes qui leur ont été imposés. Je l'ai gardé parce que.. parce que ça montre de quoi ils sont capables et comment ils ont pu survivre et à quel point ils étaient forts. On les a forcés à choisir entre la sentimentalité de leur vie ou leur vie. »

Mark Sakamoto



« Donc ce que ça représente pour moi maintenant c'est une affaire inachevée. »

RETOUR

Certains Canadiens japonais refusent de revisiter les endroits que leurs familles appelaient autrefois leur domicile. D'autres trouvent du réconfort dans le retour.

LESLIE UYEDA

Leslie (née en 1960) se souvient de sa « rage » de voir son ancienne maison à Vancouver et de ses sentiments contradictoires pour approcher les propriétaires actuels.

« Quand je suis revenue par ici j'étais déterminée d'aller voir si la maison était toujours là. Donc je m'y rendrais et je ne ferais que la regarder et voir ma famille- imaginer ma famille- là sur les marches avant. Elle avait une devanture particulière, cette maison, sur un coin de rue donnant sur un parc. Elle doit valoir une fortune aujourd'hui. Une des raisons pour laquelle cette maison m'est significative est que ma colère y est impliquée... parce qu'elle est toujours là. Et je pense... je me demande comment les propriétaires actuels la sont procurée. Et les propriétaires d'avant comment ils l'ont obtenue? Et les propriétaires d'avant comment ils l'ont obtenue? Et si les premiers propriétaires, après que mes parents aient dû quitter- ma famille a dû quitter- s'ils savaient pourquoi cette maison était à vendre? Une partie de moi pense que, « OK, je veux savoir ce qui est arrivé à cette maison et je veux voir si les personnes qui y sont savent comment ils ont obtenu leur maison et- qu'elle appartenait à ma famille, pas vous. » C'est ce que j'aimerais aller leur dire, Donc ce que ça représente pour moi maintenant c'est une affaire inachevée. »

L'HISTOIRE CONTINUE

La dépossession est une époque riche en héritages, pas un chapitre fermé de l'histoire.

Aujourd'hui, les conteurs canadiens japonais et leurs alliés s'efforcent de le comprendre à nouveau.



« Si nous pouvions, en tant que Canadiens japonais, être fiers de nos réalisations et fiers de qui nous sommes, de qui nous étions et de qui nous allons devenir, et si nous pouvions transmettre cela aux générations futures, c'est ce qui compte le plus. »

Vivian Wakabayashi Rygnestad

Le père de Vivian, Tadao Wakabayashi, a contesté la dépossession devant le tribunal.





Le grand-père de Leslie, Frank Shears, dirigeait le Bureau du séquestre des biens ennemis de Vancouver.

« Le Canada a fait des choses qui nous ont manqué de respect. Je dirais donc aux futurs Canadiens que nous ne devons plus jamais recommencer... Et je vous encourage tous à travailler dans ce sens. »

Leslie Barnwell



« J'ai grandi en écoutant les histoires de mes grands-parents, de leurs luttes tout au long de la guerre et après. Je les ai vus essayer d'avancer mais toujours freinés par leur histoire. En travaillant en combinaison avec les patrons de couture de ma grand-mère et mes gravures à l'eau-forte, j'explore les histoires de ma famille, les expériences d'autres Canadiens japonais et les idées d'assimilation et d'intégration culturelle pour trouver un sentiment d'appartenance. »

Emma Nishimura



Le **CANADA** peut-il **OFFRIR** *un* **DOMICILE** **JUSTE** *pour* **TOUS** ?

À quoi cela ressemblerait-il ?

Marche *Right to Remain*,
Convention SRO du Downtown Eastside,
Vancouver, 2014

DITES-NOUS CE QUE VOUS EN PENSEZ

VISITER:

<https://landscapesofinjustice.uvic.ca/feedback>



Vos commentaires et réactions anonymes nous aideront à évaluer l'exposé. Ils pourraient aussi être utilisés par le projet Landscapes of Injustice de l'Université de Victoria pour analyser les réponses à cette présentation de l'histoire. L'approbation d'éthique en recherche est accordée par l'Université de Victoria.

PROMESSES BRISÉES fait partie de Landscapes of Injustice, un projet de recherche de 7 ans au service de la communauté. L'exposé est le résultat de recherches extensives et de consultations auprès de la communauté Canado-japonaise, de chercheurs et de professionnels de musée.

Merci à tous ceux et celles qui ont contribué au récit de cette histoire. Des remerciements spéciaux vont à tous les individus et les familles dans l'exposé, ainsi qu'à leurs descendants, pour avoir gardé ces importantes histoires en vie.

Ce projet a été rendu possible en partie grâce au gouvernement du Canada.

MERCI AUX FAMILLES DES NARRATEURS DE L'EXPOSÉ :

Mary and Tosh Kitagawa

Sus and Barbara Tabata

Susanne Tabata

Nolan Kagetsu

Kanaye Kay Kagetsu

Takako Huang

Mikiko Huang

Sachiko Okuda

Lillian and Nancy Morishita

Donald Jinnouchi and family

Marlene Tonomura

CONTRIBUTIONS HISTORIQUES ORALES :

Leslie Barnwell

Midori Bruns

Mary Kitagawa

Art Miki

Yoshiaki Nagao

Emma Nishimura

Sachiko Okuda

Marilyn Overland

Vivian Wakabayashi Rygnestad

Mark Sakamoto

Betty Toyota and Joy Trapnell

Leslie Uyeda

Terry Watada

Jean Anne Wightman

MERCI À :

Maleea Acker, Editing

Ophélie Alvaro, Translation

Great Northern Way Scene Shop, Fabrication

Ria Kawaguchi, Kiko Communication Design,
Graphic Design

Jean-Pierre Lussier, Translation

Nicholas Massé, Translation

Multigraphics Ltd., Print Graphics

Doug Munday, Exhibition Design

Jamie O'Connor, Eos Lightmedia Corporation,
AV Systems Design

Ellen Schwartz, Copyediting

Kirsti Wakelin, Resolve Design Inc.,
AV Exhibition Design

Xibita, Fabric Graphics

LANDSCAPES OF INJUSTICE:

Michael Abe, Project Manager

Yasmin Amaratunga Railton, Postdoctoral
Curatorial Fellow, Exhibition Co-Curator

Kaitlin Findlay, Research Coordinator,
Exhibition Co-Writer

Eiji Okawa, Research Assistant

Jordan Stanger-Ross, Project Director,
Exhibition Co-Writer

Trevor Wideman, Research Assistant

NIKKEI NATIONAL MUSEUM & CULTURAL CENTRE:

Sherri Kajiwarra, Director|Curator,
Exhibition Co-Curator

Linda Kawamoto Reid, Research Archivist

Carolyn Nakagawa, Culture, Education,
and Programs Coordinator

Lisa Uyeda, Collections Manager

MUSÉE ROYAL DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE :

David Alexander, Head of Partnerships,
IT and Digital and Acting Head of Archives

Michael Barnes, Head of Exhibitions

Leah Best, Head of Knowledge,
Exhibition Co-Curator

Dr. Kathryn Bridge, Curator of History
and Art (Emerita)

Liz Crocker, Learning Program Developer

Caroline Davies, Senior Registrar

Kim Gough, Learning Program Developer

Janet MacDonald, Head of Learning

Chris O'Connor, Learning Program Developer

Dave Stewart, Digital Manager

Emma Wright, Archives Manager

**MUSÉE CANADIEN
DE L'IMMIGRATION DU QUAI 21 :**

Dan Conlin, Curator

Sara England, Exhibitions Coordinator

Charlotte Maus, Content Coordinator and Editor

Steve Schwinghamer, Historian

JAPANESE CANADIAN CULTURAL CENTRE:

Theressa Takasaki,

Archives and Collections Manager

